

## ASDA sur les ondes

### *Aide-Solidarité envers les Demandeurs d'Asile de l'Ain*

La question des migrations est et sera un des enjeux majeurs des politiques publiques mais aussi de notre capacité et volonté individuelle et collective à «vivre ensemble». Ces migrations incluent la demande d'asile et c'est cette demande d'asile qui sera l'objet d'une émission mensuelle diffusée sur les 3 radios associatives de Bourg-en-Bresse, Radio B, RCF et Radio Salam.

Réalisée par l'ASDA, cette émission donnera la parole aux acteurs du département de l'Ain, aux demandeurs d'asile dans l'évocation de leur parcours, aux militants-bénévoles qui les accompagnent dans leur démarche, aux instances institutionnelles chargées de mettre en œuvre les politiques de l'État, aux associations, aux collectivités locales...

Rappelant sans cesse le cadre juridique et administratif, dans leurs dimensions internationales et nationales, restant au plus près des faits dans la traduction de ce cadre au niveau local et faisant en sorte que les points de vue puissent s'afficher et si besoin se confronter au regard de ce qui est réalisé et/ou de ce qui devrait l'être.

L'objectif de ces émissions est de donner aux auditeurs des informations, des objets de discussions, des pistes de réflexions et d'actions, autour de la question de l'asile aujourd'hui encore trop méconnue.

Pour l'ASDA, Pierre MAISTRE

Sur Radio Salam, le 1er lundi du mois à 18h30, première le 5 octobre.

Sur Radio B, le 1er vendredi du mois à 11h30, première le 2 octobre.

Sur RCF Pays de l'Ain, le 2e mardi du mois à 11 heures, première le 13 octobre.

## Une autre forme de nature en ville

La ville de Bourg-en-Bresse a signé, l'an passé, la charte «Objectif zéro pesticides» qui vise à limiter l'usage des produits chimiques, notamment les désherbants pour l'entretien des espaces verts. Bourg-en-Bresse fait un pas de plus en déclinant une dizaine d'actions réunies sous l'appellation «Ma ville nature». L'objectif est d'amener les habitants à un autre regard sur la nature, de préserver la biodiversité et d'améliorer le vivre ensemble en favorisant les initiatives citoyennes. Par exemple, place du champ de mars on peut découvrir la gestion différenciée des espaces publics. Certains espaces ne seront fauchés que 2 fois par an au lieu d'une tonte tous les 15 jours. La cour de la médiathèque Albert Camus a été colonisée par des jardinières et des big bags plantés de légumes, de fleurs et de plantes aromatiques. Les légumes comme décoration des ronds-points, c'est la nouvelle mode à Bourg-en-Bresse. Devant l'AGLCA, Maison de la vie associative on peut découvrir la première réalisation des «Incroyables comestibles». Des jardinières plantées de légumes par des habitants et entretenues par eux. Des légumes qui seront à la disposition du public.

Il faudra certainement du temps aux habitants de Bourg-en-Bresse pour s'habituer à ne pas voir d'un mauvais œil quelques herbes folles ou des légumes pousser au pied des immeubles. Changer notre regard sur la nature pour qu'elle retrouve sa place en ville, tel est l'enjeu de ce projet «Ma ville nature».

Charles VIEUDRIN



## Colibris

### *Première réunion du groupe Bresse et Revermont et Revermont*

La première réunion du Groupe Colibris01 Bresse et Revermont a eu lieu le lundi 14 septembre à la salle des Dîmes de Bourg-en-Bresse.

Les Colibris se mobilisent pour la construction d'une société écologique et humaine. Créée en 2007 sous l'impulsion de Pierre RABHI, l'association place le changement personnel au cœur de sa raison d'être, convaincue que la transformation de la société est totalement subordonnée au changement humain. Être Colibris c'est se donner pour missions d'inspirer, relier et soutenir les citoyens s'engageant dans une démarche de transition individuelle et collective. Les Colibris ne sont pas une autre association parmi tant d'autres, mais plutôt un groupement qui partage avec les autres associations dans une optique de relier les êtres humains et les associations entre elles, et de trouver des solutions ensemble. Chaque membre est un acteur à part entière, sans critère de hiérarchie.

Si vous souhaitez être informés des activités du groupe, faites-vous connaître à [ebullitions01@gmail.com](mailto:ebullitions01@gmail.com).

Charles VIEUDRIN

## « La société a-t-elle perdu son humanité ? »

Tel sera le thème de la prochaine séance du café philo le mardi 6 octobre au café Bernolin, « Chez la Jeanne », 4, Rue Victor Basch à Bourg-en-Bresse, de 20 h à 22 h. Entrée libre et gratuite moyennant au moins une consommation.

Animé par Christophe GOUMAZ et Charles VIEUDRIN. En partenariat avec Radio B.

Renseignements au 06 63 30 81 01.  
<http://cafe.philo.bourg.free.fr>

Et sur facebook :  
<https://www.facebook.com/CafePhiloBourg>



## La libération animale

*Ébullitions ouvre le débat*

Ils sont végétariens, ou végétaliens, ou tout simplement ils militent pour le bien-être animal. Le broyage des poussins mâles dans les couvoirs, la maltraitance à la *Ferme des 1000 vaches* ou encore la dimension des cages des poules pondeuses, autant de sujets qui cristallisent la colère des défenseurs des animaux. Les animaux sont-ils dotés de sensibilité au point qu'il ne faudrait pas les sacrifier, mais seulement prélever, sans atteinte à leur bien-être, le lait, les œufs ou le miel qu'ils nous procurent ? C'est là, le point de vue des végétaliens. D'autres adeptes vont plus loin et pensent qu'on peut bien vivre sans manger aucun animal, ni aucun produit animal. Ils ajoutent parfois à leurs arguments d'ordre éthique, une dimension économique et humanitaire qui n'est pas dénuée de fondement.

### Le gaspillage commence à la production

Selon Hervé Guyomard, directeur scientifique Agriculture de l'Institut national de la recherche agronomique, «*Il faut 3 calories végétales pour produire 1 calorie de poulet; 7 pour une de cochon et 9 pour une calorie bovine*». C'est au nom de ce gaspillage que certains végétariens fondent leur pratique alimentaire, constatant que l'augmentation du niveau de vie conduit les populations à consommer de plus en plus de viande. Un Chinois qui consom-

meait 13,7 kg de viande en 1980 en mange en moyenne 59,5 kg aujourd'hui. Dans les pays développés, on en mange plus de 80 kg par personne et par an. Comment dans ces conditions nourrir les 9 milliards d'habitants que devrait compter notre planète en 2050 selon les prévisions de l'ONU ?

Une poule, c'est fait pour courir dans l'herbe !

Isabelle, une fidèle lectrice d'Ébullitions suggère qu'on mène l'enquête sur les œufs de batterie, avec le site [www.l214.com](http://www.l214.com).

Saviez-vous que le code inscrit sur la coquille d'un œuf permet d'identifier précisément l'élevage dont il provient ? L214 relance une grande opération de relevés de codes sur les œufs de poules élevées en cages vendus dans les supermarchés. En y participant, vous nous aidez à identifier les élevages qui fournissent les différentes



enseignes. Ces informations peuvent marquer une avancée concrète dans la campagne de L214 contre l'élevage en batterie des poules pondeuses.

### Comment y participer ?

Dans votre magasin, recherchez les œufs de poules élevées en cages. La mention «*œufs de poules élevées en cages*» sur l'emballage vous le confirme, le code sur l'œuf commence alors par un 3. Relevez :

- le nom des marques concernées (marque nationale, marque d'enseigne, ou produit premier prix sans marque),
  - le code de type 3FRXXXYY imprimé sur la coquille des œufs (attention : pas le code sur l'emballage mais bien celui figurant sur les œufs).
  - le nom et la localité du magasin.
- remplissez le formulaire de relevé sur notre site (remplir un formulaire par code).
- Les poules pondeuses en cage vous remercient

Donnez votre point de vue sur cette question en écrivant à

[ebullitions01@gmail.com](mailto:ebullitions01@gmail.com)

**Ébullitions, un journal participatif**  
Ébullitions est ouvert à tous, coup de cœur ou coup de gueule, réaction à un article, pas de censure. Le comité de rédaction peut vous aider à rédiger ou relire. Vous ne voulez pas écrire : alors suggérez-nous des idées d'articles. À envoyer à [ebullitions01@gmail.com](mailto:ebullitions01@gmail.com)

### Le chiffre du mois

**24 000**

C'est le nombre de «réfugiés» que François HOLLANDE s'est engagé à accueillir en France. À Bourg-en-Bresse, la mairie livre un communiqué de presse mardi 8 septembre avec ce titre «Accueil des réfugiés :

la Ville de Bourg-en-Bresse se tient prête». Dans le même temps, elle fait murer l'accès à l'immeuble convoité par les sans-abris, situé 2 avenue Jean-Marie-Verne, immeuble devant lequel la police municipale fait le planton. Un double langage que dénonce le *Collectif Solidarité Migrants* et *Ébullitions* avec lui.

### ébullitions - journal mensuel

n°126 - sept 2015

• Prix au n° : 1,5 € • Abonnement un an, 10 n° : 15 €

• Six mois : 7,50 €

(chèques libellés au nom de : Association ébullitions)

Adresse : Maison de la Vie Associative, 2 boulevard Irène Joliot-Curie, CS 70270 01006 BOURG-en-BRESSE, CEDEX.

Contact et envoi des textes : 06 63 30 81 01 [ebullitions01@gmail.com](mailto:ebullitions01@gmail.com)

Né au sein du Forum départemental des listes citoyennes, le collectif de réalisation et d'animation créé avec Jean-Pierre COTTON est composé actuellement de Laurent HERVIEU, Guy MAULANDI, Patrick PERRET, Jean Luc MAURIER, Nathalie VALLÉE, Charles VIEUDRIN, Armand DARMET.

# «Si vous tuez quelqu'un à Gaza, c'est cool, c'est pas grave»

Un château d'eau abattu : un objectif stratégique ?



## TÉMOIGNAGES

- Breaking the Silence (une ONG formée d'anciens combattants de l'armée israélienne) a obtenu les témoignages de plus d'une soixantaine d'officiers et soldats israéliens ayant participé à la guerre de Gaza, témoignages sur des actions menées par l'armée, sur des ordres donnés, ou sur le ressenti des combattants.

• «Un vieux Palestinien gît à terre. Il marchait non loin d'un poste de reconnaissance de l'armée israélienne. Un soldat a décidé de le viser. Il est grièvement blessé à la jambe, ne bouge plus. Est-il vivant ? Les soldats se disputent. L'un d'eux décide de mettre fin à la discussion. Il abat le vieillard.» Piotr Smolar, *Le Monde*, 5-05-2015.

• «Un militaire raconte que deux Palestiniennes marchaient et discutaient dans un jardin lorsqu'elles ont été repérées par un drone. Elles ont été tuées, aucune arme n'a pourtant été retrouvée sur elles. Si elles ont été tuées, c'est forcément qu'elles étaient terroristes... » Murielle Paradon, RFI, 4-05-2015.

• «On nous a dit, il n'est pas censé y avoir de civils, si vous repérez quelqu'un, tirez !», se remémore un sergent de l'armée israélienne.

• «Si vous tuez quelqu'un à Gaza, c'est cool, c'est pas grave » se souvient un autre sergent.

• «Les soldats ont reçu pour instructions de leurs commandants de tirer sur chaque personne identifiée dans une zone de combat, dès lors que l'hypothèse de travail était que toute personne sur le terrain était un ennemi.», selon l'introduction au rapport de Breaking the Silence.

• «Le discours était vraiment d'extrême droite, un discours raciste et nationaliste » a dit un lieutenant.

• «Il y a beaucoup de gens qui haïssaient les Arabes, vous pouviez le voir dans leurs yeux» témoigne un autre officier.

• «Le bien et le mal se mélangent un peu [...] et ça devient un peu comme un jeu vidéo» confesse un soldat.

**L'**agression israélienne contre Gaza à l'été 2014 fut la pire des guerres menées par l'État hébreu depuis qu'il s'est retiré de cet étroit territoire surpeuplé :

- pire par le nombre des victimes (2200 morts dont 1500 civils, des milliers de blessés) et par les destructions (des dizaines de milliers de maisons détruites et des centaines d'écoles détruites, des centaines de milliers de personnes sans abri),

- pire par l'attitude de l'armée israélienne qui s'est affranchie de manière systémique des «lois de la guerre» définies par les conventions de Genève et par l'attitude de ses soldats dont certains semblent avoir perdu tout sens moral : c'est ce que démontre le rapport de l'ONG israélienne Breaking the Silence (*Rompre le silence*) publié à Jérusalem le 4 mai. Et tout cela n'empêchait pas Nethanyaou de prétendre en septembre 2014 que « l'armée israélienne est la plus morale du monde ».

## LE RÉSULTAT D'UNE POLITIQUE DÉLIBÉRÉE

Ces quelques extraits de témoignages sont particulièrement édifiants de la dérive d'une armée sûre d'elle-même et de son bon droit, pour qui l'autre n'a aucune importance : il est chosifié, essentialisé, nié dans son humanité, il n'existe pas, c'est un non-être, un non-individu, un non-homme. C'est ce que résume Yuli Novak, le directeur de Breaking the Silence : « Ce qu'il ressort de ces témoignages, c'est un échec éthique énorme de la part de l'armée israélienne ».

Cette situation est bien évidemment le résultat d'une politique extrémiste qui, après la brève parenthèse des accords d'Oslo I, a stigmatisé le Palestinien, cet impossible interlocuteur avec qui la négociation est d'avance vouée à l'échec et dont il faut préserver le peuple juif : depuis les accords d'Oslo II qui ont découpé, charcuté le territoire palestinien en multiples enclaves et plus encore, depuis l'édification du « mur », Israéliens et Palestiniens se rencontrent de moins en moins, la méconnaissance de l'autre s'accroît, ce qui renforce la marginalité de la figure du Palestinien, son essentialisation, sa négation et le Palestinien n'est plus alors considéré que comme un personnage de jeu vidéo. Les autorités militaires et politiques profitent bien évidemment de cette évolution des mentalités pour remettre en cause les conventions de Genève, et en particulier le droit humanitaire qu'Israël bafoue de plus en plus systématiquement et de plus en plus clairement depuis une quinzaine d'années : si, officiellement, « les principes de Genève » sont sauvegardés, il faut « les interpréter différemment » pour « créer de nouvelles normes en fonction des ennemis » (général Amos Yadlin, cité par P. Smolar, *Le Monde*, 5-05-2015). En clair, cela veut dire : abandonner la distinction entre combattants et civils, tout civil pouvant être un combattant masqué, il est donc légitime de tuer les civils ! Ce qui s'est passé au Liban (2006), puis à Gaza (2008/2009, 2012, 2014) montre que l'abandon de la distinction civils/comcombattants est devenue systémique de même que la disproportionnalité entre les victimes. Et cette attitude de l'armée ne semble pas devoir changer dans un proche avenir : le général Gadi Eisenkot, partisan de l'emploi d'une « force disproportionnée » dans les conflits a été nommé chef d'état-major des forces armées israéliennes le 15 février dernier.

Jacques FONTAINE, 22 mai 2015

## À Bourg-en-Bresse «On achève bien les chevaux»



Ça s'appelle les Ain'pertinentes, biennale d'art contemporain citadin. Depuis 2009, tous les deux ans, des poulets de Bresse s'installent partout en ville, 1.50 m de haut sur un socle. On voyait de loin, leur futile arrogance, douce ou criarde. C'était plutôt rigolo, sans prétention et effectivement impertinent, des coqs irrévérrencieux qui ne se prennent pas au sérieux, un peu de dérision pour ce fier emblème national, *AOC Bresse*. En 2013, on y ajouta des œufs énormes, de la poule à l'œuf, il n'y a qu'un coup d'aile ? Ça devenait déjà moins insolent, moins humoristique. Cette année, on parcourt la ville de Bourg-en-Bresse, de la gare au Monastère Royal de Brou (monu-

ment préféré des français, soit dit en passant), en rencontrant des têtes de chevaux qu'il faut bien chercher, trop petites pour être vues de loin. Bon sang, pourquoi ne pas avoir installé des chevaux entiers, sur leurs pattes ? Le noble animal aurait honoré la seconde place de Rhône-Alpes dans l'élevage équin. Au lieu de ça, on a des têtes riquiqui, très convenues, prévisibles et sans saveur. Au mieux, on pense à un jeu d'échecs (le mot tombe à propos), au pire, on se dit que le reste des corps a été recyclé dans les lasagnes. C'est bien triste pour l'image d'un département dont les élevages de qualité sont internationalement reconnus. On n'est plus dans l'impertinence, on se moque carrément de ceux qui auront ça sous les yeux pendant 3 mois. Ce n'est pas parce qu'on se targue d'art populaire, qu'il faut prendre les gens du peuple pour des idiots incultes prêts à tout accepter de l'utilisation futile de leurs impôts au travers de subventions à des promoteurs autoproclamés de l'art contemporain.

Pascal BOMI, Lyon

## Critique ... et goût

Sur Télérama, une critique (!!) de disque il y a quelques temps qui, pour montrer l'indigence d'un disque de chanson (pour adultes !) annonce qu'on dirait de la chanson pour enfant ...!!!

Quel crétin ! J'enrage !

Non ! la chanson qui s'adresse aux mômes sait aussi être intelligente...

Méconnaissance du journaliste !

Bêtise du journaliste ?

Incompétence du journaliste ?

La chanson qui s'adresse aux mômes est aussi diverse que l'autre... J'affirme que le travail, quand il est fait sérieusement n'entend pas les barrières... Que le goût est affaire de goût et qu'il n'a rien à voir avec la critique.

Même si je sais qu'il est plus simple de chroniquer (Gros Niqueur !) en minimisant l'autre plutôt qu'en valorisant l'un...

Trop souvent, pour briller, on met dans l'ombre sa voisine, son voisin...

Non ! S'il vous plaît, offrez un peu de votre temps à la littérature jeunesse, à la chanson jeune public, soyez curieux... il y a des pépites, comme ailleurs ! Et des choses moins intéressantes, évidemment ! et alors ?

Bref, sortons des poncifs... et vive les ceusses qui font !

Patrick PERRET

### Le petit mot de Petrek

Fidèle comme le lierre  
Encore un matin ...

### Le sabot

« Brochure trivicourtoise de résistance à l'industrialisation des campagnes »

Au sommaire de la 2e livraison : correspondance avec le proviseur d'un lycée agricole de l'Ain, à propos de l'industrialisation de l'agriculture ; Fête et défaite de la science au technopôle Alimentec ; Sur le projet technologique innovant ; Emballages intelligents d'Alimentec ; Les poubelles mutantes du développement, notes sur l'usine de méthanisation de Viriat.

On peut trouver cette revue à Biocoopain et sans doute ailleurs.

## France/Allemagne, Combien coûtent ceux qui nous gouvernent

On critique souvent le mille-feuille administratif français, la complexité de ses institutions, la pléthore de fonctionnaires et d'hommes politiques et donc le coût de cette organisation. Les critiques peuvent s'assimiler à une certaine forme de populisme, à un dénigrement systématique de notre pays ou encore à une administration inconditionnelle de l'Allemagne.

Certains sites internet se plaisent à comparer les administrations françaises et allemandes. Comparaison n'est pas raison, dit-on, d'autant que l'Allemagne est un pays fédéral qui dispose d'une administration au niveau de chaque land. On s'en tiendra dans cet article à quelques chiffres « vérifiés » concernant seulement

la France. À chacun de se faire son opinion.

En France pour nous gouverner, nous avons 1 président, 1 premier ministre, 25 ministres et 9 secrétaires d'État, soit 36 au total. Il est vrai que l'Allemagne ne compte qu'une chancelière, 15 ministres et des secrétaires d'État. En France, 852 personnes travaillent à la Présidence de la République. L'Élysée dispose de 121 véhicules, 1 Airbus A 330-200, 2 Falcon 7X, 2 Falcon 900 et 3 hélicoptères Super Puma. Même si sa flotte est moins importante, la chancelière dispose aussi d'avions et d'hélicoptères particuliers. Le budget annuel de l'Élysée serait de 103 millions d'euros. Le président français comme son premier ministre ne gagne que 13 532 euros net par mois, suite à une baisse décidée par François Hollande dès son élection en 2012. Un premier effort, mais il reste encore à faire.

Charles VIEUDRIN

*Dès le 7 octobre 2015  
Manifestations dans toute l'Europe*

# TAFTA : les raisons du STOP

Le 11 août 2015, Julian Assange<sup>(1)</sup> lançait une offre de récompense de 100.000 dollars<sup>(2)</sup> à quiconque fournirait le texte de l'accord de libre-échange transatlantique bien connu sous le nom de TAFTA<sup>(3)</sup>. Yanis Varoufakis, l'ancien ministre grec des finances est l'un des premiers contributeurs : une façon originale de dire combien cet accord en préparation depuis plusieurs années est tenu secret bien qu'il concerne le peuple américain et tous les peuples d'Europe. Au moment où se préparent des manifestations contre ce traité dans toute l'Europe à partir du 7 octobre prochain, voici un petit récapitulatif des raisons de dire « STOP TAFTA ».

Le 9 avril 2014, Hervé Kempf, à Treffort, nous démontrait que nous ne sommes plus en démocratie mais en pleine oligarchie<sup>(4)</sup>, conséquence de la toute puissance financière des lobbies.

Ce constat valable pour la France l'est tout autant pour l'Union Européenne (la Grèce en est un exemple flagrant !) et les événements récents concernant les négociations sur le Grand Marché Transatlantique<sup>(5)</sup> (TAFTA/TTIP)<sup>(6)</sup> nous le prouvent chaque jour un peu plus jusqu'à atteindre l'insoutenable.

Le 29 mai dernier, nous avons rencontré M. Guillaume Lacroix suite à sa nomination au cabinet du Premier Ministre Manuel Valls ; nous lui avons remis une lettre ouverte adressée à François Hollande, Manuel Valls et Ségolène Royal. Nous y dénonçons l'opacité des négociations, les risques des tribunaux arbitraux et le péril de notre système social, tout en soulignant la contestation grandissante du peuple : sans réponse à ce jour !

Nous avons remis cette lettre au *Progrès* et à la *Voix de l'Ain*, en vain puisqu'elle n'a été publiée que dans les colonnes d'*Ébullitions* (édition de mai 2015) : merci la presse ! L'omerta est donc partout, à Paris comme en province.

## TAFTA, c'est quoi l'enjeu ?

Sous couvert de libéralisation des échanges par la levée des barrières non tarifaires, les promoteurs du traité veulent accélérer la mondialisation de l'économie et faire table rase des particularismes locaux, soit disant au bénéfice de tous les peuples.

Plus qu'un simple agencement technique, c'est une remise en cause de notre modèle social qui est en jeu : nivellement par le bas des normes sociales, soutien aux délocalisations, accentuation de la dérégulation des marchés, libéralisation des services, risque de marchandisation de la santé, atteinte à l'environnement, etc.

Plus concrètement chez nous, ce pourrait être la concurrence des poulets industriels américains aseptisés au chlore, la multiplication des fermes aux mille vaches, la relance des gaz de schistes par l'attaque des permis d'exploration non accordés. C'est en tout cas l'engrenage accéléré vers un monde négationniste des valeurs locales, de nos traditions, une sorte de rouleau compresseur pour nos enfants et les générations futures.

## Lettre ouverte « fermée » ?

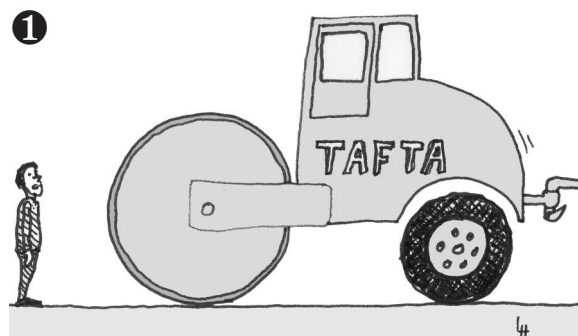
Nous avons aussi rencontré le sénateur Rachel Mazuir pour l'alerter. Ce dernier posait une question écrite au Premier Ministre le 25 mars 2015 exprimant sa crainte d'une remise en cause des prérogatives des collectivités territoriales. Certains articles du mandat de représentation dans les négociations donné le 14 juin 2013 par la France à l'Union Européenne et publié en 2014, font état de cette soumission des réglementations nationales, régionales, départementales et communales au futur traité : Art. 4, 23, 24, 27 et 45 du mandat. Nous avons aussi rencontré en juillet la sénatrice Sylvie Goy-Chavent qui partage nos craintes des conséquences de ces négociations.

Cette soumission passe par la constitution de Tribunaux d'Arbitrage privés (ISDS) prévue par le traité : les multinationales pourront poursuivre les états auprès de cette justice privée, aux motifs que les normes sociales, financières, sanitaires, culturelles et environnementales mises en place dans chaque pays feraient obstacle à l'accord. Personne aujourd'hui n'est capable de dire comment va s'articuler cette justice privée avec la justice de droit que chaque citoyen peut solliciter.

Avec tout ça, il y aurait de quoi sombrer dans le découragement voire la déprime. Mais restons optimistes ! Les lanceurs d'alerte, dont nous sommes, se multiplient, la résistance s'organise, des collectifs STOP TAFTA se constituent un peu partout comme celui de Bourg-en-Bresse auquel nous participons. Une Initiative Citoyenne Européenne (ICE) a été lancée pour inviter la Commission Européenne à préparer une proposition législative de protection des citoyens face aux risques afférents au dit traité.

Au 27 août, nous en étions à 2.545.000 signataires avec un 19e

(suite p 4)



pays, la Slovaquie.

Vous aussi, vous pouvez vous mettre debout pour stopper les accords commerciaux.

## Tous dans la rue à partir du 7 octobre 2015 !

Un accord équivalent est également en voie d'aboutissement entre le Canada et l'UE : le CETA. Raison de plus pour aller visiter et signer son opposition sur le site dédié : <https://stop-ttip.org/fr/>. Vous y trouverez aussi l'annonce de manifestations d'opposition dans notre continent qui doivent s'organiser dans les principales villes d'Europe à partir du 7 octobre prochain.

### La Roumanie poursuivie devant un tribunal d'arbitrage privé

Société minière canadienne, Gabriel Resources convoite l'exploitation à ciel ouvert de la mine d'or de Rosia Montana. Elle vient de déposer en juillet une requête contre la Roumanie auprès du tribunal d'arbitrage de la Banque Mondiale (ICSID). L'enjeu c'est quelques centaines d'emplois créés et un profit estimé à 8 milliards d'euros contre 2000 personnes expulsées, un paysage détruit par les cratères d'exploitation et des pollutions notamment au cyanure de sodium.

Après le premier permis d'exploiter délivré par le gouvernement en 1997, la société a commencé l'exploitation provoquant l'opposition des populations, la plus grande jamais vue dans le pays. En 2013, le parlement devait voter une nouvelle loi autorisant l'exploitation de la mine et la société menaçait de recourir au tribunal privé pour une demande de dédommagement de 4 milliards d'euros soit le budget de l'éducation de la Roumanie (2% du PIB). Vu l'opposition de l'opinion publique, le parlement a rejeté la loi. Depuis début 2015, une nouvelle négociation est en cours et pour l'accélérer la société minière vient de déposer une nouvelle plainte dans le cadre des accords bilatéraux d'investissement, ragaillardie par l'avancement du traité CETA Canada UE. (Source : <https://stop-ttip.org/fr/blog/>).

Devant ces mobilisations, les lobbies ont contre-attaqué. Le 14 avril dernier à Treffort, nous invitions André Cicollela (toxicologue lanceur d'alerte à l'origine de l'interdiction du bisphénol A, cancérigène décelé dans les biberons des enfants). Il nous parlait de toutes ces molécules toxiques dont les fameux perturbateurs endocriniens : dans nos produits de consommation courante, ils détraquent nos hormones et perturbent les fonctions vitales jusqu'à provoquer des malformations des fœtus. Nous disposons de l'exposition anti-PE du Réseau Environnement Santé qu'a fondé André Cicollela et pouvons organiser des présentations.

Il est plus que temps de se mobiliser car le lobby des perturbateurs endocriniens a « convaincu Bruxelles de reporter à 2017 au moins l'interdiction des PE dans les pays de l'Union Européenne » prévue initialement au 1er janvier 2016 : savourez avec nous le « au moins »... Pour ne pas être en reste, le lobby des OGM (Organismes Génétiquement Modifiés : Monsanto, Bayer, etc.) a lui aussi réagi en faisant accepter par Bruxelles 19 OGM supplémentaires.

Alors, attendre et se préparer aux prochaines manifestations du 7 octobre, oui : informations à suivre. Il est grand temps de construire un monde nouveau et de faire respecter nos droits pour que nos enfants ne nous le reprochent pas.

Pour renforcer la contestation, des initiatives locales fleurissent et nous devons les soutenir : les circuits courts pour l'alimentation, le recyclage, la vente directe, le Système d'Échange Local (SEL), les Accorderies (variante nord-américaine), les Associations de Maintien de l'Agriculture Paysanne (AMAP), les ressourceries, les jardins partagés, l'agriculture urbaine, slow food (« prenons le temps de savourer »), etc.

Notre monde nouveau sera fait de nouveaux mots : énergies renouvelables localisées, agriculture paysanne, solidarité active, résilience, post-croissance, relocalisation, réseaux solidaires, bonheur national brut, énergie propre et solidaire, transition, consomm'acteur, sobriété joyeuse, monnaie sociale fondante : à suivre...

Et, n'oublions pas comme Niko Paech nous le rappelle :

« Est souverain non pas celui qui a beaucoup d'argent mais celui qui a peu de besoins ».

Jean-Luc Maurier et Bernard Mercier, *Vigilance Information Santé*, le 27 août 2015.

(1) Le lanceur d'alerte australien avait publié en 2010 sur WikiLeaks 77.000 documents secrets de l'armée américaine sur la guerre en Afghanistan. Peu après, il était accusé de viol et d'agression sexuelle en Suède le 21 août 2010 ; le parquet suédois levait l'avis de recherche estimant l'intéressé exempt de suspicion de viol. Il nie formellement les faits et s'est réfugié depuis à l'ambassade d'Équateur à Londres où il demeure encore.

(2) Sources : *Le Monde*, *Journal du Geek*.

(3) TAFTA pour Trans Atlantic Free Trade Agreement.

(4) Système politique dans lequel le pouvoir appartient à un petit nombre d'individus ou de familles, à une classe sociale restreinte et privilégiée (*Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales*).

